

LA REVUE du POLICIER MUNICIPAL

de la Sécurité Urbaine et du Congrès National de la Police Territoriale®



REVUE DU SYNDICAT DE DÉFENSE DES POLICIERS MUNICIPAUX

MAI-JUIN 2017

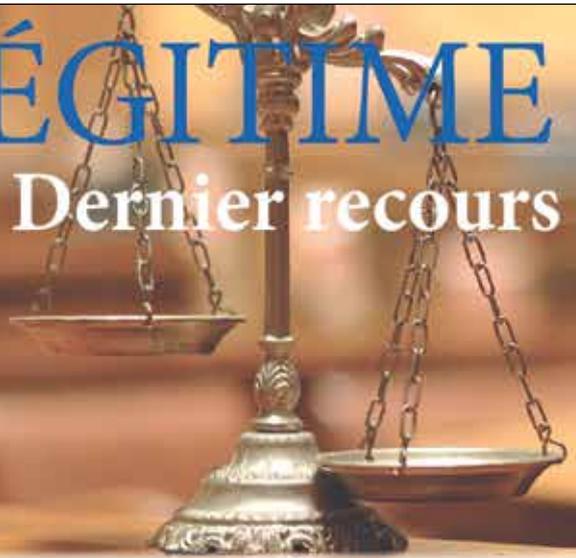
Sécurité dans les Antilles : NOUS AGISSONS AUSSI !



DÉFENSE LÉGITIME

Dernier recours

Défendre l'infortuné "pot de terre" qu'est le justiciable contre les assauts de l'intransigeant "pot de fer" que peut s'avérer la puissance publique. Telle s'affiche l'une des missions essentielles d'avocat revendiquées par Maître Marialy GUYON.



Forgée à cœur par un parcours de formation pluridisciplinaire solide (en Droit du contentieux public et privé, Droit administratif), ciselée à vif par ses expériences de conseil, d'assistance et d'information juridique hors contentieux, Me Marialy Guyon avoue n'avoir jamais flanché dans sa détermination sans faille aux côtés des particuliers et des entreprises qui font appel à elle.

« Ne rien lâcher »

« Porter la parole, expliquer, conseiller et défendre notre client tout au long d'une procédure, aussi désespérée puisse-t-elle paraître, c'est le fondement même de notre profession. C'est aussi s'engager au respect fidèle, des termes du serment prêté par tout avocat, lors de son inscription au sein d'un Barreau : "Exercer ses fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité."

L'expansion des contentieux, le rôle croissant du Droit dans les relations sociales et la vie publique, imposent à l'avocat polyvalent, une maîtrise parfaite de ses dossiers et une remise à niveau permanente, due à la réactualisation constante des Codes et des textes de loi applicables.

■ Regard franc et soutenu, ton incisif et direct si besoin, apaisant selon la circonstance, Me Guyon annonce son credo, s'affirmant « déterminée à ne rien lâcher ».

■ Dans l'univers du Droit et de la Loi, les enjeux privés sont de taille, dans « ce rapport de forces inégal et parfois brutal », tant pour le justiciable que pour le fonctionnaire.

■ Face à ce champ de mines antipersonnelles, une clientèle aux horizons socio-professionnels divers : fonctionnaires, salariés, patrons d'entreprises comme laissés-pour-compte, tous soucieux de voir protégés, par avocat interposé, leurs droits et libertés fondamentaux.

■ Me Guyon, répond à sa volonté d'assumer pleinement son obligation de moyens à l'égard de chaque client et de répondre à la confiance accordée avec une efficacité manœuvrière, une précision d'expression et une faculté d'empathie spontanée qui forcent le respect.

Marialy GUYON Avocat

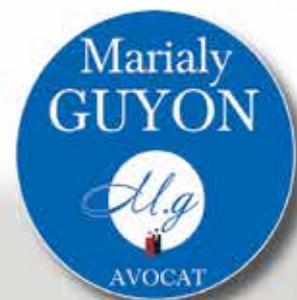
0690 70.41.20 - 0590 24.95.32

marialyguyonavocat@gmail.com

N°16, Rue Frebault

97110 Pointe-à-Pitre

Guadeloupe



SAINTE-ROSE - La police municipale rédige les PV au boîtier numérique

À la ceinture ou en bandoulière, le boîtier électronique pour rédiger les procès-verbaux fait désormais partie de la panoplie moderne du policier municipal.



Les agents du service de police municipale de la commune sont équipés d'un boîtier électronique pour rédiger, sous forme numérique, contraventions et procès-verbaux, qui sont directement transmis au Centre national de traitement des infractions routières à Rennes.

Sainte-Rose est l'une des premières communes du département à en être équipée, après Pointe-à-Pitre, Saint-François et Anse-Bertrand. Fini le temps où les policiers municipaux rédigeaient les contraventions à la main, désormais ils sont passés à l'ère du procès verbal électronique (PVe). À la ceinture ou en bandoulière, l'agent porte son boîtier, qui ressemble soit à un talkie-walkie pour les amateurs de série policière, soit à un boîtier de carte bancaire pour les commerciaux.

Avant de relever l'infraction, l'agent introduit sa carte personnalisée dans l'appareil et tape son code d'accès. Sur le petit écran, les rubriques déjà pré-établies apparaissent : adresse, commune, motif du procès-verbal et numéro de plaque d'immatriculation.

COÛT DU BOÎTIER : 14 000 EUROS

« De retour à leur poste, les agents doivent valider la contravention à travers un dispositif qui l'envoie directement au centre national de traitement de Rennes, souligne Thélème Miatti, responsable du service de police municipale. C'est le même principe que le radar mobile, dès qu'on est flashé, ça part au centre de Rennes. » Là-bas, le procès-verbal est expédié au domicile du contrevenant. Un boîtier électronique coûte 14 000 euros. Le service ne dispose que de six boîtiers mais chaque agent détient une carte. Codifié, il est relié au service du ministère de l'Intérieur.

Deux nouvelles recrues en début d'année

Le service de la police municipale compte 13 policiers et 7 agents de surveillance de la voie publique (ASVP). Leur nombre devrait augmenter en début d'année avec 2 policiers municipaux et 2 ASVP supplémentaires.

Pour encore plus d'efficacité sur le terrain, le service sera doté d'une voiture de type Duster sérigraphiée, aux couleurs de la police municipale, et équipée d'un girophare et d'un klaxon deux tons. « Jusqu'ici, nous avions des véhicules de ville, la particularité de ce Duster est qu'il est adapté à la topographie de la

commune, ce qui facilitera l'accessibilité à certaines voies qui sont parfois défoncées », conclut le responsable du service. Ce Duster a coûté à la commune 22 000 euros.

partenariat entre la gendarmerie nationale et la police municipale de Sainte-Rose

Des équipes mixtes de patrouille ont été mise sur pied pour sillonner le territoire de la commune et prévenir la délinquance. Les premières patrouilles étaient à pied d'œuvre, hier, notamment à La Boucan, ce quartier de Sainte-Rose. Une opération qui sera reconduite régulièrement. L'objectif rapprocher les forces de l'ordre de la population...

2 rue de Nérée • 97139 ABYMES • Tél. 05 90 20 81 54

RES les Aloes 7
97139 Les Abymes
Tél. : 05 90 83 05 02
Fax : 05 90 91 61 80

Insécurité : les délinquants voient double



Au niveau de Dalciat, policiers municipaux et gendarmes mènent une opération conjointe de lutte contre la délinquance.

À Baie-Mahault, la police municipale et la gendarmerie mènent des actions communes. Démonstration avec une opération de lutte contre la délinquance, vendredi soir, en rase campagne.

Vendredi soir, à l'heure de la sortie des bureaux, dans le secret de la brigade de gendarmerie de Blachon, les gendarmes se préparent à une opération de lutte contre la délinquance (OLD), qui sera menée avec des policiers municipaux. « La PM (police municipale, NDLR) a été retenue sur un incendie à Jarry », explique le capitaine Crimaud, un brigadier mobile de l'escadron de Saint-Nazaire. Six militaires du Psig (peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) sont présents, tout de noir vêtus et équipés d'un attirail répressif qui comprend Flash-ball et Taser. Les forces de l'ordre privilégient les OLD en fin de soirée, en fin de semaine, un créneau horaire « favorable aux rassemblements ».

RAPIDES ET EFFICACES »

La quinzaine de gendarmes et policiers agit sur une réquisition du procureur de la République, qui sert de cadre à la manoeuvre. « De 17 heures à 19 h 30, nous avons le droit de fouiller et contrôler quiconque nous paraît suspect, sur un secteur bien défini. » « Il y a des OLD statiques et dynamiques. Celle-ci sera dynamique, puisque nous serons à cinq véhicules », poursuit l'officier. La police municipale arrive de l'incendie, les quatre fonctionnaires saluent leurs homologues et enchaînent sur le briefing qui détaille le mode opératoire de l'OLD. « C'est une mission convoi. On va se concentrer sur La Retraite, Calvaire et Dalciat, où des riverains ont signalé des rassemblements récurrents et suspects. Utilisez les boîtiers radio que nous prête gracieusement la PM. Soyez rapides et efficaces. Privilégiez la sécurité. » Le convoi est composé de cinq véhicules. En tête, le Psig progresse à bord d'un véhicule banalisé pour ajouter à « l'effet de surprise ». En arrière, les deux véhicules bleus de la gendarmerie, avec, au volant, de l'un d'eux, l'adjudant-chef Joubé. Le convoi progresse dans le crépuscule vers La Retraite. « Baie-Mahault est la brigade la plus « chargée » avec près de 2 500 crimes et délits par an », explique l'adjudant-chef Joubé. Le plus tendu, c'est le centre-bourg. Il y avait Fond-Richer qui était devenu zone de non-droit. On s'est fait entendre et ça va mieux. La PM a de très bons moyens, le maire met le paquet à ce niveau-là. »

Policiers et gendarmes « se complètent »

Depuis 2001, le partenariat entre gendarmes et policiers municipaux a fait ses preuves et ne cesse de se renforcer. « On se partage les infos, bien sûr, mais on se complète car nous sommes dans la proximité, et les gendarmes sont sur tout le territoire », explique le brigadier de la police municipale Tony Confiac. « Les délinquants passent de la zone police à la zone gendarmes et pour les mâtures, c'est plus difficile.

Notre collaboration nous permet d'être plus productifs. » La police municipale de Baie-Mahault est forte de 40 éléments, une exception à l'échelle de la Guadeloupe pour une commune qui mise beaucoup sur la sécurité. En témoigne la création au centre-bourg de 25 nouvelles caméras de vidéo-surveillance, s'ajoutant aux 30 existantes. Si des comportements suspects sont identifiés, la police peut appeler en renfort la gendarmerie, comme récemment lorsqu'un homme a été filmé déambulant dans les rues du bourg, exhibant un fusil. D'autres opérations sont menées en commun, comme l'opération Tranquillité vacances. « On communique à la police municipale les lieux qui doivent faire l'objet d'une patrouille », précise l'adjudant-chef Joubé. Sur l'ensemble de la Guadeloupe, les communes de Petit-Bourg, Lamentin et Saint-François ont adopté le même dispositif.

« INSÉCURISER LES DÉLINQUANTS

À La Retraite, tout est calme. « On ne perd pas de temps, on ne s'affiche pas. » Au niveau de Calvaire, rue Gilbert Metainville, trois jeunes sont contrôlés, du cannabis est ramassé en fouillant dans les herbes. À Dalciat, un groupe est fouillé, mais rien de probant. Les enfants du quartier observent les militaires. « Il est très possible qu'au même endroit, la semaine prochaine, ce sera plus mouvementé, précise le capitaine Crimaud. Notre présence permet aussi d'insécuriser les délinquants. » Le convoi décide d'enchaîner sur une étape supplémentaire : Bragelonne. Arrivé le premier, le peloton du Psig effectue des contrôles sur le stade de Belcourt. Du cannabis et des ciseaux sont confisqués. Un jeune proteste, le policier municipal Confiac va discuter en créole pour calmer les esprits et le contrôle se termine par un « allez, bonsoir ». Retour à Blachon, PM et gendarmes dégrafent les gilets pare-balles. Après un debriefing bref et détendu, à la lueur des phares des automobiles, les forces de l'ordre se séparent en attendant la prochaine OLD.

Respirer pleinement votre Vie !

2AS
ANTILLES ASSISTANCE SANTE
 ASSISTANCE RESPIRATOIRE
 À DOMICILE

VENTILATION ASSISTÉE
 APNÉE DU SOMMEIL
 OXYGÉNOTHÉRAPIE
 AÉROSOL
 ASPIRATEUR DE MUCOSITÉS

24h/24
 7jours/7

0590 241 740
 0690 577 855
 0590 237 149

CENTRE COMMERCIAL LE PÉROU
 LOTEN'80 - BÂT.D - PETIT-PÉROU 97139 ABYMES
 2asmedicotec@orange.fr

Antilles Location BTP

ANTILLES LOCATION BTP
 4 lot. Immeuble Léopard Rivers
 ZAC de Colin
 97170 Petit Bourg
 Tél : 05 90 55 87 94
 Fax : 05 90 26 68 24
 antilleslocationbtp.sas@orange.fr

1
First class peinture

CARROSSERIE PEINTURE AU FOUR AUTO-MOTO
 ROUTE DE PORT-BLANC - 97190 GOSIER
 Port : 0690 541 584 - Tél : 0590 894 973 - Mail : fcp.971@orange.fr

La police municipale définit son identité

Elle est la troisième force de sécurité intérieure, et son rôle est de plus en plus reconnu. La police municipale tient une place accrue dans la lutte contre l'insécurité. Et c'était le sujet des 5èmes Rencontres territoriales de la sécurité, qui se sont tenues à Pointe-à-Pître.

Après les attentats de janvier 2015 et la mort de la Martiniquaise Clarissa Jean-Philippe, l'Etat a décidé de renforcer les pouvoirs et les moyens des policiers municipaux. Quelle peut être leur place, justement, aux côtés de la Police nationale et des gendarmes, pour lutter contre la délinquance et l'insécurité ? C'était le thème des 5èmes Rencontres territoriales de la sécurité, organisées hier à Pointe-à-Pître, par le C.N.F.P.T., le Centre national de la formation publique territoriale, chargé de former entre autres les policiers municipaux. Une police municipale en pleine mutation. Au-delà des partenariats prévus ou déjà mis en place avec la police nationale et la gendarmerie, la réflexion tourne également autour de la création de polices intercommunales.



La sécurité des biens et des personnes renforcée au Gosier par les patrouilles VTT

La police municipale de la ville du Gosier possède depuis février 2014 une brigade VTT. Dès la mise en place, les 5 agents ont été choisis pour leur aptitude physique et sur la base du volontariat.

Le projet, en gestation depuis août 2013, permet une présence plus silencieuse des policiers. Ceux-ci peuvent en outre atteindre des espaces difficilement accessibles pour les véhicules motorisés, tels que les venelles, nombreuses au centre-ville du Gosier, comme l'explique le Directeur de la Police Municipale, André-Claude COYERE.

Le circuit de cette jeune brigade couvre la zone de l'Houëzel à Bas-du-Fort. Les patrouilles en campagne peuvent ainsi être accentuées par les véhicules motorisés (deux-roues et automobiles). Les moyens actuels de patrouille de la Police municipale du Gosier sont les suivants : 3 véhicules de Police municipale, 1 véhicule ASVP, 4 scooters de Police municipale, 3 scooters ASVP, ainsi que 5 VTT.

À terme, après évaluation des résultats de la brigade VTT, un renforcement de l'équipe pourra être envisagé. « Il faut faire des bilans réguliers », indique Jean-Philippe ABEN-ZOAR, responsable de la brigade VTT du Gosier, selon qui « il faut 6 à 7 mois de pratique pour maîtriser ce type d'intervention ». Le chef de la Police Municipale signale par ailleurs que les formations nécessaires ont été dispensées aux membres de la brigade.

« Le public veut plus de proximité ; il veut voir plus de policiers dans les rues et la brigade VTT répond parfait-

tement à cette attente » indique Jean-Philippe ABEN-ZOAR. « Les brigades VTT sont déjà beaucoup utilisées en France. Nous sommes les troisièmes en Guadeloupe à en créer, c'est donc assez nouveau pour l'Outre-Mer. »

Ce dernier a exercé 4 ans en brigade VTT auparavant. Ayant exercé dans les collectivités de Saint-Denis (100 000 habitants) et Cergy-Pontoise (60 000 habitants), il a pu constater l'existence d'une vraie demande de présence



de policiers en VTT dans ces zones fortement urbanisées : « Le contact est plus facile, l'image est plus sportive et dynamique. C'est même plus écologique ! On peut s'arrêter tous les 100 mètres, aller dans les parkings et ruelles. En voiture, les circuits sont plus classiques ».

Enfn, les brigadiers VTT resteront en contact permanent avec leurs collègues, au moyen notamment de la radio et des téléphones portables professionnels. En cas de besoin, ils pourront solliciter l'appui des patrouilles motorisées.

nous donnons vie à la ville

Région Antilles-Guyanne
L'amiral - Rond-Point de Moudong - 97122 Baie-Mahault
Tél. 05 90 98 74 71 - Fax. 05 90 98 60 16 - www.icade.fr

EXPERTS DU **NEUF**
IMMOBILIER

Pharmacie **CAPET**

35 ZA DE
PETIT PEROU
97139 LES ABYMES

Tél. : 0590 82 59 59
Fax: 0590 68 71 19

Ensemble faisons
bonne impression !

0590 84 48 10

Imprimerie
GENESIS

88 B Lieu-dit Montauban • 97190 LE GOSIER

N°1 des Centres Auto
1973-2013

Siège social
Carrefour Dugazon - 97139 Les Abymes
Tél. : 0590 83 20 24
Fax : 0590 91 08 48

GUP
Sa Ka Wouléééééééé www.lagup.fr

LES JARDINS DE VALOMBREUSE
PARC FLORAL & DE LOISIRS

Découvrez un authentique
jardin de Guadeloupe !

- VISITE DU JARDIN
- RANDONNÉE EN FORÊT
- PARC DE BONNETS (PIPIES)
- RESTAURATION BOUTIQUE
- CENTRE COUSTRE
- RECEPTIONS ANNIVERSAIRES / CLSH

Le plus grand site de
Jardins de Guadeloupe !

Ouvert tous les jours
de 9H à 18H
Cabout - 97170 Petit-Bourg
0590 95 50 50 - www.valombreuse.com

TRAICTEUR ET RESTAURANT
LE PIANO CARAIBES

Elisabeth
Authenticité, Qualité
MARIAGE CLÉS EN MAIN
Menu de mariage, prestations

- Salle de réception avec jardin fleur
- Tous les services, mariage, baptême, anniversaire, anniversaire, anniversaire, anniversaire de Noël...
- Décoration
- Restauration
- Animation
- Service personnalisé

Bras de la Grande Rivière - 97139 Les Abymes
Tél. : 0590 95 29 02 - Port. : 00390 04 04 250 - Fax : 0590 33 04 33
elisabeth@lepianoCaraibes.com

Le Pistolet d'Or

Nou pa ka dômi !

**VOS PETITS CHOCS
REPARES EN
24 HEURES SANS
RENDEZ-VOUS !**

FRANCHISE OFFERTE *
* Dans la limite de 230€

Route de Terrasson / 97139 ABYMES ☎ 0590.93.71.90

DES VIOLENCES ARMÉES À RÉPÉTITION

Sur le papier, la délinquance baisse. Pour autant, il suffit d'un rien pour que la situation dérape à nouveau. En témoignent les deux blessés par balles enregistrés jeudi, à Vieux-Bourg/Abymes ou encore les tirs saluant, fin avril, à Mortenol, le départ des gendarmes mobiles.

Ils partent les uns après les autres, avec le sentiment du devoir accompli. Ça a été le cas, le 28 avril, avec les gendarmes mobiles qui, après 10 mois de patrouilles, contrôles et missions d'ilotage particulièrement visibles dans l'agglomération pointoise, ont définitivement regagné la Métropole.

Dans leur sillage Gilles Leclair, « super-flic » missionné par le gouvernement, chargé de seconder ou d'épauler la préfète de Région sur les questions de sécurité. Il était venu réformer la CDI (compagnie départementale d'intervention), préparer le départ des militaires et, surtout, mettre en place l'extension de la ZSP (zone de sécurité prioritaire) à Baie-Mahault. Son départ est prévu d'ici à la fin du mois.

BAISSE DES BRAQUAGES ET CAMBRIOLAGES

Cela signifie-t-il que ces renforts censés combattre la délinquance ont remporté la bataille ?

Questionné sur ce point par nos confrères de Guadeloupe Première radio, le « super-flic » répond par l'affirmative. Difficile de lui donner tort. Du moins sur le papier, où la plupart des chiffres sont repassés au vert après l'année terrible de 2013.

Entre janvier et avril, les braquages ont diminué de 43% et les cambriolages de 15%. Quant aux homicides, même si la baisse se montre moins spectaculaire, les chiffres reculent eux aussi par rapport à la situation enregistrée il y a un an.

De quoi rassurer la population et l'inciter à évacuer le sentiment d'insécurité qui l'animait jusqu'alors ?

Pas si simple. Parce que si la présence de l'escadron de gendarmes mobile a très vite su s'imposer et même séduire le plus grand nombre des Guadeloupéens, leur départ a fait naître nombre d'inquiétudes.

Du côté des élus locaux, de la justice ou des représentants de l'État, l'heure n'est pas au triomphalisme. Mais à la prudence. En témoignent les propos de la préfète Marcelle Pierrot, « très heureuse de constater que les choses s'apaisent », mais qui avoue que « la situation reste fragile ».

Logique. La totalité des problématiques cimentant criminalité et actes de violence n'ont pas disparu : le chômage, qui atteignait déjà des niveaux élevés, poursuit sa progression. Éric Jalton en convient : « Il y a un combat à mener là aussi. » Les quartiers potentiellement chauds existent toujours.

DES « ÉPIPHÉNOMÈNES » À NE PAS SOUS-ESTIMER

Et, d'une manière générale, l'île est loin d'en avoir fini avec ses vieux démons. Mi-mai, le département connaissait une flambée de violence, avec deux meurtres et une kyrielle de braquages enregistrés en un seul week-end. Qualifié « d'épiphonèmes » par le procureur de la République Guy Étienne, ce type de faits incite tout de même la préfète à saisir sa plume pour « appeler au calme ».

À cela s'ajoutent les tirs entendus du côté de Mortenol fin avril et qui ont mis mal à l'aise les fonctionnaires de police ayant eu à intervenir. À les entendre, les coups de feu « saluaient le départ des gendarmes ». Des déflagrations, d'ailleurs, il y en a eu encore jeudi, à Vieux-Bourg/Les Abymes. Avec ce lourd bilan : deux jeunes grièvement blessés. « Il s'agit de la troisième affaire de violence par arme en trois semaines », comptabilisent les syndicats de police. Eux, d'ailleurs, commencent à sacrément tousser : s'ils avaient vécu, en son temps, l'arrivée de l'escadron des militaires sur leur territoire comme



une « insulte », ils déplorent aujourd'hui leur départ. « Le compte n'y est pas! 23 policiers affectés à une brigade VTT et une nouvelle brigade spécialisée de terrain ne peuvent remplacer 75 militaires », affirmaient, « pessimistes », les syndicats de Police, dès l'annonce de l'arrivée de George Pau-Langevin. C'est bien connu : la nature - contrairement aux criminels - a horreur du vide.

Pour lutter contre la délinquance, le maire des Abymes, Éric Jalton, entend multiplier le nombre de caméras de surveillance dans sa ville.

POMPES FUNÈRES
MARBRERIE FUNÉRAIRE

L'ÉMERAUDE ESPACE FUNÉRAIRE DUHAMEL

Au service des familles et des proches,

Les pompes funèbres L'Émeraude, Espace funéraire Duhamel, sont situées au Gosier dans le département de la Guadeloupe (971), à proximité de la médiathèque.

Notre entreprise de pompes funèbres et de marbrerie funéraire est basée au Gosier mais intervient dans tout le territoire avec notre partenaire les pompes funèbres Émeraude du Lamantin.

Forts de nos nombreuses années d'expérience, nous vous assurons un service irréprochable et nous occupons de l'organisation complète des funérailles.

Nous vous proposons également des contrats obsèques ainsi que des contrats prévoyance.

Les pompes funèbres L'Émeraude, Espace funéraire Duhamel, réalisent également les rapatriements en Guadeloupe, dans les Caraïbes ainsi que dans le monde entier. Nous travaillons également en collaboration avec les compagnies aériennes afin d'aider les proches des défunts qui vivent en métropole à venir se recueillir.



L'Émeraude
Espace funéraire Duhamel

118 Boulevard du Général de Gaulle
97190 Le Gosier

Tél. : 05 90 84 50 06
Fax : 05 90 84 67 64
Mobile : 06 90 36 11 82
Mail : pfe.yfj@wanadoo.fr

POLYCLINIQUE de la GUADELOUPE

POLYCLINIQUE de la Guadeloupe

Morne Jolivière - 97142 ABYMES
☎ 0590 82 19 63 - Fax : 0590 83 70 34
www.polyclinique.gp



STAD
GOMBAUD SAINTONGE
DÉPANNAGE - REMORQUAGE

Agrément Mondial Assistance
Agrément Europe Assistance

1285, rue Henri Becquerel - Z.I Jarry
97122 BAIE-MAHAULT
Tél. : 0590 26 60 41 Fax : 0590 26 64 72
e-mail : SAINTONGE.Gombaudo@wanadoo.fr
stad.gombaudo@orange.fr

Une brigade de l'environnement contre les décharges sauvages

Face à l'incivilité permanente en matière de gestion des déchets, la communauté d'agglomération du Sud Basse-Terre a décidé de lancer une brigade de l'environnement pour endiguer le problème des décharges sauvages.

« **Entre nous, on aime s'appeler la police scientifique des décharges sauvages.** »

Pince et sac poubelle dans leurs mains gantées, les membres de la nouvelle brigade de la police intercommunale dédiée à l'environnement ont un sourire et une motivation communicatifs. Lancée le 29 février par Lucette Michaux-Chevry, présidente de la CASBT, la brigade de l'environnement, unique sur cette partie de l'île, a une mission précise : **veiller au respect des lois concernant le respect de la planète, notamment la gestion des déchets.** « Elle a commencé un travail de recensement (des zones de déchèteries sauvages, NDLR), de prévention surtout », explique Rudy Echevin, à la tête de cette brigade. « Mais comme parfois la sensibilisation et la prévention ne suffisent pas, on passe à la phase de répression. Le travail en amont n'a pas fonctionné alors on doit passer à une autre phase, malheureusement. »

DES INDICES DANS LES POUBELLES

Sur tout le Sud Basse-Terre, comme ailleurs en Guadeloupe, des parcelles ont été littéralement envahies par des déchets, jusque sur des sites protégés comme l'a constaté la brigade à Plessis-Baillif. Réfrigérateurs, voitures, poubelles ménagères, meubles usagers, batteries ou même climatiseurs et

pneus, tout est bon pour être abandonné sur les bords de route et dans les forêts en dépit des lois et des systèmes de collecte prévus. « Vous avez des gens qui arrivent à prendre leur véhicule pour aller mettre un réfrigérateur sur un terrain non-autorisé alors que vous imaginez bien qu'à l'époque où on vit, s'ils se débarrassent d'un appareil, c'est qu'ils en ont acheté un autre. Mais au lieu de le rapporter au magasin comme la loi le permet et de ne faire qu'un seul trajet, ils le jettent dans la nature », se

désole Rudy Echevin avant de marteler : « Il faut une part du citoyen, l'implication de l'utilisateur. »

Chaque jour, à bord de leur utilitaire, les trois membres de la brigade se rendent sur le terrain pour relever les lieux d'infraction et conduisent ensuite une enquête administrative pour tenter de retrouver les contrevenants. « On cherche des indices pour dresser un procès-verbal à la personne en question », explique Hubert Saint-Charles, agent de la brigade. Des papiers administratifs récupérés dans les sacs poubelles sont souvent le meilleur moyen de retrouver le propriétaire des déchets sauvages.

JUSQU'À 3 000 EUROS D'AMENDE

À la fin de l'enquête, une convocation est remise en main propre au contrevenant, par la brigade ou la police municipale avec qui elle travaille en étroite collaboration. « Les personnes peuvent s'engager à nettoyer les sites avant poursuites. » Souvent, c'est ce que choisissent de faire les personnes qui n'ont pas respecté les lieux et horaires de dépôt de déchets. Car, certains l'ignorent, mais les sanctions peuvent être très lourdes. Selon le code pénal, les amendes peuvent aller jusqu'à 1 500 euros, 3 000 en cas de récidive, et la confiscation du véhicule peut être prononcée s'il est avéré que l'infraction a été commise à l'aide de ce dernier. Et, lorsqu'aucun



responsable n'est trouvé, le nettoyage du site se fait aux frais du contribuable. De quoi refroidir les personnes qui vont jusqu'à déposer des déchets sous les panneaux d'interdiction. « On voit déjà plus de civisme du fait du bouche-à-oreille », rassure la brigade.

La Pointe d'Or plus



301, Résidence les Héritrines • Espace Cial le Pointe d'Or • 97139 ABYMES • Tél. 0590 20 86 03 • Fax. 0590 20 83 78



Forts d'une grande expérience et de beaucoup de savoir-faire, nous sommes à même de mieux comprendre les contraintes de nos clients.

Une expertise et une équipe, sont depuis toujours au service de votre système d'information.

N'hésitez pas à découvrir nos solutions d'avenir : réseaux internet, infrastructures, serveurs et maintenance.

Immeuble L'Amiral
Rond Point de Moudong-Jarry
97122 BAIE MAHAULT
Tél : .0590 32 60 15
Fax : .0590 26 72 37
www.infodom.com
www.dataguadeloupe.com

- Audit, conseil
- Intégration d'infrastructures systèmes et réseaux
- Assistance, dépannage informatique
- Distribution de matériel, de logiciel informatique
- Sécurité informatique
- Stockage
- Virtualisation
- Service après-vente



MAYOTTE : DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS POUR LA POLICE MUNICIPALE

La mairie de Mamoudzou a organisé une petite cérémonie pour remettre ses nouveaux équipements à la police municipale. Une nouvelle organisation des horaires est également dans l'air. De quoi solder les crispations liées à la grève du mois de mai.

Remise des équipements à la mairie

«Des moyens matériels dignes d'une police municipale». Le maire Majani de Mamoudzou est venu en personne pour la remise de matériel aux 26 policiers municipaux assermentés. Six autres les rejoindront bientôt.

A chacun son paquetage: chaussures, gants, casquettes, sifflets, combinaisons, vestes de pluie... Ce sont près de 29.000 euros qui ont été investis dans un équipement qui sera encore complété dans les mois qui viennent, en particulier par un véhicule.

«Vous êtes au service de la sécurité. On veillera à ce que tout soit en place pour que vous soyez efficaces. A vous maintenant de répondre aux besoins de la ville et des habitants de Mamoudzou», leur a dit Mohamed Majani.

Un paquetage personnel pour chacun des 26 policiers municipaux

Cette simple phrase n'est pas anodine. En effet, la police municipale de Mamoudzou sort d'une période de turbulence marquée par un conflit social.

«Nous pouvons nous entendre et ce n'est pas forcément nécessaire d'aller jusqu'à la grève. On peut se parler tout le temps», a réaffirmé Nassuf Addeni Darouèche, conseiller chargé de la sécurité publique.

Des missions plus tardives et le week-end

Parmi les revendications portées lors du mouvement social se trouvait justement l'obtention de ce matériel. «Avec ces chasubles, les casques et les bâtons lumineux, on peut maintenant faire de vraies missions à la nuit tombée. On peut aussi intervenir plus en sécurité sur des points chauds», explique Mzé Ani Issouf, responsable adjoint de la police municipale.

Des équipements en partie obtenus après un mouvement social

L'autre revendication satisfaite était une augmentation de 18% des salaires correspondant à une prime de risque. Mise en œuvre à partir du 1er septembre, elle remplacera les heures supplémentaires et permettrait une réorganisation de l'activité. Actuellement, les policiers municipaux assurent des services de 6h à 21h. A la rentrée, les horaires pourront être étendus plus tard dans la nuit et le week-end... de quoi répondre à un besoin évident de présence policière pendant ces périodes.

Mamoudzou montre l'exemple

L'autre évolution à venir concerne la coopération entre les policiers municipaux et leurs homologues de la police nationale. Les nationaux s'étaient désengagés de missions comme la lutte contre les vendeurs à la sauvette dans le centre de Mamoudzou. Ils vont les réinvestir en appui des municipaux et les opérations conjointes devraient se multiplier comme ce vendredi matin dans la rue du commerce. Les boutiques ont été rappelées à leurs obligations concernant les étalages sur les trottoirs.



Mohamed Majani et Nassuf Addeni Darouèche conseiller chargé de la sécurité entouré d'une partie des policiers municipaux

Mamoudzou est donc bien décidée à montrer l'exemple aux autres communes en équipant et en encadrant ses policiers municipaux. «Les policiers d'autres communes nous appellent déjà pour avoir des informations ou pour savoir comment on fait par exemple pour la gestion des PV et des PV électroniques», explique Issouf Mzé Ani.

Il se pourrait aussi que ce qui a été obtenu à Mamoudzou donne des idées de revendication pour qu'ailleurs aussi, les policiers municipaux puissent accomplir correctement leurs missions.



VOTRE PARTENAIRE DE DEUIL EN MARTINIQUE

POMPES FUNEBRES GENERAL NICOLAS • 1 Rue Sainte Catherine • 97233 SCHOELCHER • Tél. 05 96 61 42 36

Les pompes funèbres, au service de la famille

Ayant plus de 10 ans d'expérience, l'entreprise **POMPES FUNÈBRES NICOLAS** est spécialisée dans l'organisation complète d'obsèques. Elle se situe à Schœlcher et est active dans toute la Martinique.

Parce que la perte d'un proche est une épreuve difficile, **POMPES FUNÈBRES NICOLAS** vous accompagne avant, pendant et après les obsèques.

A votre disposition pour organiser...

L'entreprise de **POMPES FUNÈBRES NICOLAS** prend en charge le transport de corps avant et après mise en bière, la crémation ou l'inhumation, l'exhumation et le rapatriement de corps. Elle assure également la commande des fleurs, du cercueil ou de l'urne de votre choix.

Avec les **POMPES FUNÈBRES NICOLAS**, vous vous déchargez du poids des démarches administratives. L'agence s'occupe de la déclaration de décès auprès de la mairie et de toutes les formalités pour l'admission au crématorium.

Des prestations conformes à vos souhaits vous sont assurées. Le soutien et l'accompagnement efficace de l'équipe vous seront également profitables.

